

« Les mêmes faiblesses que la Grèce il y a dix ans »

Comment l'économie française aborde-t-elle l'année 2016 ?

Dans une situation médiocre, voire franchement médiocre ! Au sein du G4 - les quatre premières économies de la zone euro - nous sommes à la traîne dans tous les domaines, même par rapport à l'Italie qui voit enfin la confiance des ménages se redresser avec l'amélioration des perspectives de l'emploi. En France, deux éléments illustrent la gravité de la situation. Depuis la reprise, les importations de biens et services continuent de progresser plus vite que la demande intérieure, ce qui signifie que nous ne sommes plus capables de produire assez, sur notre territoire, pour répondre à la demande, signe d'un profond problème d'offre. Ensuite, au-delà des données conjoncturelles, jamais la croissance potentielle n'a été aussi faible depuis 1945. Elle est à peine supérieure à 0%. Si vous excluez l'effet du pétrole, des taux d'intérêt et de l'euro (ou des reports de délais d'ajustement budgétaire), nous n'avons presque pas de croissance propre. Au-delà du court terme, cela traduit une destruction de l'appareil productif, une contraction de la base exportatrice, une fuite des talents, un problème de qualification des travailleurs...

Quelle analyse faites-vous du plan d'urgence économique du gouvernement ?

Ce sont de vieilles recettes usées jusqu'à la corde, que l'on utilise depuis quarante ans, en sachant pertinemment qu'elles ne marchent pas. On connaît les pistes efficaces pour l'emploi : baisse radicale des charges sur le travail, limitation des allocations chômage dans le temps, baisse du smic et politiquement rassurant pour les entreprises. Alors que le gouvernement nous propose l'inverse : en finançant des emplois peu qualifiés, nous réduisons la productivité du pays et, partant, on dégrade la croissance potentielle ainsi que les finances publiques, ce qui maintient la pression fiscale et accroît *in fine* le chômage. Ce gouvernement est incapable intellectuellement et politiquement d'introduire des réformes adaptées. Emmanuel Macron et ses quelques réformettes ou son discours soi-disant provocateur qui n'a, en fait, rien d'original, ne sauveront pas le pays. Nous devons donc attendre 2017. Ce qui m'inquiète est que l'opposition ne donne pas l'impression d'être prête à endosser un discours de radicalité, qui serait pourtant pertinent compte tenu de la dégradation structurelle.

Quels sont les risques autour de 2017 ?

La période 2017-2022 sera marquée par la thématique du « Fraxit », c'est-à-dire du discours autour de la sortie de la France de la zone euro. Aujourd'hui, notre croissance potentielle affiche les mêmes faiblesses que la Grèce il y a dix ans. Mais le système tient grâce à la bonté de « M. Marchés ». Cela ne durera pas nécessairement éternellement. La BCE ne restera pas forcément accommodante pendant très longtemps : le mandat de Mario Draghi s'arrête en 2019. Surtout, la situation en Allemagne est en train de devenir une bombe à retardement et nos élites sous-estiment grandement la fragilisation en cours d'Angela Merkel. La chancelière pourrait être débordée en raison de la crise des migrants, par sa droite souverainiste, beaucoup moins pro-européenne et donc beaucoup moins conciliante à l'égard de la France. Enfin, la conjoncture mondiale ne sera pas nécessairement favorable : la Chine risque le ralentissement brutal, les Etats-Unis finiront bien par entrer en récession et il n'y aura pas de moteur de croissance alternatif. Voilà pourquoi il ne faut pas sous-estimer la question du Fraxit au cours du prochain quinquennat.

Interview Cyril Lachèvre

@CyrilleLachevre 

Jean-Pierre Petit, président des *Cahiers verts de l'économie* : « Ce gouvernement est incapable intellectuellement et politiquement d'introduire des réformes adaptées ».

SIPA PRESS